



CLASSIQUES  
GARNIER

DEVETTER (François-Xavier), HATZFELD (Nicolas), « Comptes-rendus de lecture », *Socio-économie du travail*, n° 6, 2019 – 2, *Tant de capital, temps de travail ?*, p. 243-250

DOI : [10.15122/isbn.978-2-406-10053-9.p.0243](https://doi.org/10.15122/isbn.978-2-406-10053-9.p.0243)

*La diffusion ou la divulgation de ce document et de son contenu via Internet ou tout autre moyen de communication ne sont pas autorisées hormis dans un cadre privé.*

© 2020. Classiques Garnier, Paris.  
Reproduction et traduction, même partielles, interdites.  
Tous droits réservés pour tous les pays.

*Qualité de l'emploi et productivité*, Philippe Askenazy et Christine Erhel, CEPREMAP, Éditions rue d'Ulm, Paris, 2017, 97 p.

François-Xavier DEVETTER  
IMT – Université de Lille et Clerse  
(UMR 8019)

Ce court ouvrage de Philippe Askenazy et Christine Erhel s'appuie sur des travaux issus d'un programme de recherche européen<sup>1</sup> pour prolonger la réflexion sur le constat d'une productivité horaire atone en Europe depuis une dizaine d'années. Après avoir souligné les problèmes que cette faiblesse implique, tant pour la croissance des économies européennes que pour l'équilibre des budgets publics, les auteurs cherchent à expliquer cette anémie de la productivité. Ils passent alors en revue les principales explications parmi les plus classiques, en s'appuyant à la fois sur leurs propres évaluations et sur une littérature abondante (issue de la plupart des champs des sciences économiques) : les difficultés liées aux indicateurs de mesure et les biais méthodologiques, notamment en termes de comparaison internationale, sont pointés, tandis que le rôle de la faiblesse de l'investissement et de l'effet conjoncturel de la crise sont rappelés. Cependant, ces explications traditionnelles ne permettent d'expliquer qu'imparfaitement l'intensité et la durée du ralentissement de la productivité. L'ouvrage se concentre donc plutôt sur deux mécanismes liés. Le premier concerne le rôle joué par les politiques de flexibilisation et de baisse du coût du travail tandis que le second renvoie aux politiques d'innovations et, notamment, aux politiques publiques les favorisant.

Ainsi, la thèse centrale de l'ouvrage est celle d'un impact négatif des politiques menées en Europe, depuis une vingtaine d'années, en faveur de l'emploi non qualifié et peu rémunéré. Allègement des cotisations sociales, exonérations sociales et fiscales, réduction de la protection de l'emploi et facilitation des choix en faveur d'une flexibilité quantitative externe se sont ainsi cumulés, transformant profondément le fonctionnement

---

1 Askenazy, P., Bellmann, L., Bryson, A., & Galbis, E. M. (Éd.), 2016, *Productivity puzzles across Europe*. Oxford University Press.

du marché du travail. D'abord mises en œuvre en Allemagne et au Royaume-Uni, ces mesures se sont ensuite imposées en France. Bien que les pays précurseurs aient commencé à les remettre en cause, la France semble, au contraire, persévérer dans cette direction, le niveau élevé de chômage rendant tout débat en la matière difficile à tenir. Ces évolutions récentes et opposées, l'Allemagne comme le Royaume-Uni ayant créé des dispositifs de salaires minima, ont ainsi rendu le 'coût du travail', chez nos voisins, supérieur à celui que l'on observe aujourd'hui en France.

Ce choix politique en faveur du travail « à bon marché » se traduit alors par une hausse relative de l'emploi non qualifié en France, notamment *via* le développement de l'emploi indépendant dans le cadre du statut d'auto-entrepreneur – d'ailleurs, la croissance de ces travailleurs indépendants à « faible productivité » est encore plus forte lorsque l'effet de structure lié à la réduction du poids de l'agriculture est pris en compte. L'interrogation des auteurs sur la *productivité* se déplace en effet sur les enjeux en termes de *qualité de l'emploi* et, surtout, sur les liens que ces deux concepts entretiennent. Si certaines approches économiques orthodoxes estiment qu'une plus grande flexibilité du marché du travail permet, par une meilleure allocation des emplois, de soutenir la productivité, Philippe Askenazy et Christine Erhel défendent au contraire l'idée que des emplois de mauvaise qualité (temps partiels subis, contrats courts, conditions de travail dégradées, faibles rémunérations) concourent à réduire les opportunités de croissance : « *Le changement de nature de l'emploi salarié "flexible" serait donc à la fois un facteur de ralentissement de la productivité et une cause d'enfermement dans des trajectoires de précarité, l'un nourrissant l'autre* » (p. 63). Non seulement des salariés plus instables perdent des opportunités d'apprendre et d'améliorer leurs compétences, mais les employeurs ne sont plus incités à investir dans la formation ou des processus de production nécessitant un capital humain important. Si les auteurs reconnaissent que peu de preuves empiriques existent pour trancher ce débat, ils s'appuient sur les résultats des comparaisons internationales menées dans le cadre du projet QuInnE ('*Quality of jobs and Innovation generated Employment outcomes*'). Cette recherche démontre notamment une corrélation entre régimes nationaux d'innovation et qualité de l'emploi, les pays du Nord de l'Europe (Danemark, Finlande, Suède) associant bonne qualité de l'emploi et situation très favorable en matière d'innovation<sup>2</sup>. Ainsi, les

---

2 Voir le site du projet de recherche : <http://bryder.nu/1>

auteurs peuvent affirmer en conclusion qu'« *un faisceau de preuves convergentes suggère que les mutations de fonctionnement du marché du travail et de la qualité des emplois jouent un rôle significatif et permettent d'expliquer une part importante de l'atonie de la productivité du travail* » (p. 89).

Ces constats débouchent alors, dans la dernière partie de l'ouvrage, sur des propositions en faveur d'une autre politique. Celle-ci s'appuierait sur un équilibre « haut » associant emploi de qualité et productivité élevée. Trois types de recommandations sont déclinées : un soutien massif à l'innovation *via* un renforcement des politiques publiques en faveur de la recherche et de la formation continue, un investissement massif dans la formation initiale et, enfin, l'amélioration de la qualité des emplois par le renforcement des mécanismes de négociation et de régulation aux niveaux nationaux et locaux, ainsi que le développement de nouveaux droits individuels attribués aux salariés.

Construit sur une analyse combinant des résultats empiriques solides et originaux et des arguments théoriques pluralistes, cet appel en faveur d'une nécessaire réorientation des politiques publiques est convaincant. Il souligne combien les mesures de réduction du coût du travail favorisent un modèle de société où l'emploi ne protège plus suffisamment de la pauvreté et alimente, au contraire, des inégalités croissantes. Les résultats de cet opuscule pourraient utilement être complétés et élargis en analysant plus précisément certaines politiques sectorielles, ainsi qu'en soulignant que les emplois précaires et sous-payés ainsi créés ne le sont pas dans n'importe quels champs d'activité : ils se concentrent au contraire dans des domaines (services à la personne, hôtellerie-restauration, nettoyage, commerce de détail...) où les emplois sont particulièrement « enfermants » au sens où ils ne permettent aucune évolution de carrière, maintenant ainsi les salariés (le plus souvent des femmes) dans la précarité. À ce titre, les enjeux posés par la transformation d'un secteur quantitativement important comme celui des métiers « du grand âge » (essentiellement les aides à domicile, aides-soignantes et agents de services des Ehpad, soit plus d'un million de salarié-e-s) semblent particulièrement intéressants : entre un scénario associant faible coût et faible qualité de service (et donc, *in fine*, basse productivité bien que celle-ci soit complexe à mesurer dans ce cadre) et une trajectoire de professionnalisation permettant une réelle revalorisation de ces métiers et une amélioration de la qualité des services de prise en charges des personnes en perte d'autonomie, le choix demeure

largement ouvert et les politiques publiques n'ont pas encore tranché. L'ouvrage de Philippe Askenazy et Christine Erhel, s'il ne s'applique pas spécifiquement à ce secteur, montre cependant avec vigueur l'intérêt de s'engager dans des « stratégies hautes » plutôt que de poursuivre des politiques de flexibilisation et de précarisation.

Si la taille de l'ouvrage ne permettait pas d'aborder les questions liées aux inégalités de genre ni aux dimensions sectorielles, celui-ci pose ainsi néanmoins un premier constat qui ouvre un champ de recherches conséquent. Plus encore, cet ouvrage souligne également combien les récentes réformes engagées, notamment en matière d'assurance-chômage ou de retraites, semblent, en persévérant dans une logique de flexibilisation et d'individualisation des droits, soutenir un modèle économique où faible qualité des emplois et faible productivité se renforcent mutuellement.

\*

\* \*

*Qui a tué les verriers de Givors ? Une enquête de sciences sociales*, Pascal Marichalar, Paris, La Découverte, 2017, 251 p.

Nicolas HATZFELD  
 Université d'Evry Val d'Essonne,  
 IDHES-Evry

Comme l'indique le titre de son livre, Pascal Marichalar entend embarquer les lectrices et lecteurs dans une enquête sur des meurtres. Mais il n'a pas pour autant écrit un polar, comme le font parfois des universitaires s'offrant un aparté d'écriture. Il prétend rester dans le métier, faire en l'occurrence de la science sociale, au croisement de l'histoire et de la sociologie. Dès l'entame, le livre se présente comme une combinaison de récits et d'analyses, particulièrement difficile à réussir. Disons-le tout de suite, c'est ici le cas. Le livre se lit avec un entrain qui ne fléchit pas.

À vrai dire, l'enquête présentée est d'un statut ambigu. La trame du livre se fonde sur une autre quête, qu'entreprend un collectif de Givors afin d'élucider les décès d'un certain nombre des anciens ouvriers de

la verrerie de la ville. Et la recherche du chercheur accompagne cette démarche, trouvant ici le rythme de sa progression. D'épisode en épisode, en huit chapitres, le collectif se pose des questions, entreprend d'y trouver des réponses, en trouve partiellement mais bute sur des difficultés qui suscitent de nouvelles interrogations.

Le point de départ est l'expression, l'explosion plutôt, d'une interpellation par la femme d'un des verriers réunis un jour de 2008 ou 2009 et qui commentent le décès d'un collègue emporté par un cancer du poumon : « *Vous êtes tous en train de mourir les uns après les autres. Vous ne vous posez pas de questions ?* ». Son propre mari vient de se faire diagnostiquer un cancer de la gorge. Cinq ans plus tôt, la verrerie a fermé, malgré leur lutte pour son maintien.

La première séquence tient au fait massif que, précisément, ces anciens verriers ne se posent pas de questions et refusent tout d'abord de s'en poser. C'est de leur périphérie, par cette épouse et un militant qui a accompagné la lutte contre la fermeture, que la question s'impose. Ils lancent une première enquête auprès des anciens salariés, laquelle montre de façon convaincante le taux anormalement élevé des victimes de cancers parmi eux. La deuxième séquence consiste à chercher et interpréter les traces de nocivité susceptibles d'éclairer la fréquence de victimes de cancers. La quête est laborieuse, du fait de la destruction de la majeure partie des documents et des bâtiments après la fermeture et en raison du caractère opaque des indications présentes sur la plupart des documents restants. Contrairement à l'image de propreté qui accompagne le verre, le chapitre montre que sa production s'est toujours effectuée au prix des vies de nombreux ouvriers. Les « armes » ont toutefois changé. Outre l'extrême chaleur des ateliers, les contaminations massives – tuberculose et syphilis notamment – par transmission des cannes de soufflage au XIX<sup>e</sup> siècle ont laissé place, avec la mécanisation du soufflage et du moulage, à des intoxications par des graisses, huiles et solvants dont les hautes températures, la vaporisation et le mélange multiplient la nocivité. Les verriers reconsidèrent les conditions de travail passées, qu'ils avaient toujours vues comme très pénibles, sans plus. De fait, leur enquête change de sens.

Un des points forts du livre tient à l'analyse des transformations du rapport de ces ouvriers au travail et à l'emploi. Ces mutations se sont amorcées dans les années précédentes, à l'occasion de la lutte contre la fermeture de l'usine. Si ce combat inhibait les contestations syndicales

antérieures, son échec a fait ressortir le cynisme des entreprises qui ont successivement possédé l'usine. Celle-ci a été fondée en 1749 et a fonctionné plus de deux cent cinquante ans, sous les propriétés successives de Souchon, de Souchon-Neuvesel, de BSN. Puis, après que la famille Riboud ait essentiellement réorienté le groupe vers le secteur alimentaire, celui-ci restructure son secteur verrier puis le revend en 2004, en réalisant une « très belle opération » en termes de plus-value. Le repreneur, Owens Illinois, un concurrent historique, poursuit la restructuration du secteur et parachève la fermeture du site de Givors déjà engagée. Le dénouement rend envisageable pour les verriers le fait que, comme leur emploi, leur santé puisse avoir été délibérément sacrifiée. Ces remises en question passent, dans l'ouvrage, par des réflexions fines sur le sens de la dignité pour ces ouvriers, indissociable des peines et risques consentis. Des réflexions fines, aussi, sur les relations conjugales : celles-ci mêlent des rapports de genre avec les décalages de position entre les ouvriers et leurs épouses, le regard des secondes faisant ressortir les consentements impensés des hommes aux logiques d'entreprise.

Les suites de l'enquête mettent en cause d'autres logiques installées, que Pascal Marichalar nomme le « gouvernement des travailleurs malades ». Les verriers et leurs proches passent, en effet, d'un besoin de connaissance à une exigence de justice. Ils entreprennent de faire reconnaître l'origine professionnelle des cancers survenus parmi eux. Au fil des démarches qu'ils entreprennent en ce sens auprès des organismes appropriés – courriers, formulaires, visites et expertises, commissions et voies de recours – ils se heurtent à des fins de non-recevoir. Dans leur fonctionnement ordinaire, les institutions et les représentants de la médecine et de l'Assurance maladie font obstacle, au motif que les demandes ne correspondent pas aux catégories savantes, expertes et réglementaires. Le livre montre avec une grande netteté comment l'organisation des dispositifs et des procédures établit un cloisonnement des sujets qui contrevient, dans les faits, aux intentions affichées. Par exemple, tandis que les employeurs sont tenus de faire établir une attestation d'exposition recensant l'ensemble des produits cancérogènes auxquels chacun des salariés a été exposé, le dernier patron refuse de signer celles qu'établit le médecin du travail, pour éviter une majoration de ses cotisations. Les demandes de suivi déposées à l'Assurance maladie par les anciens verriers se font rejeter, parce qu'incomplètes, sans que l'employeur soit inquiété pour autant.

Dans la seconde partie du livre, les demandes cèdent la place aux combats, qu'accompagne l'auteur. Leur possibilité est ouverte par le renfort qu'apportent des experts aptes à fournir aux verriers des connaissances suffisamment robustes pour surmonter les barrières et suffisamment expérimentés pour entreprendre de déjouer les pièges du gouvernement de la santé au travail : des chercheurs en médecine, des épidémiologistes, des sociologues, des praticiens hospitaliers, des avocats œuvrent parfois en réseau organisé, parfois en simple bonne intelligence. Ils empruntent au Giscop 93, organisme d'enquête sur les cancers professionnels, la méthode de reconstitution d'une « carrière d'exposé » reprenant la succession des postes occupés (*curriculum laboris*), ainsi que la mise en cause des logiques de causalité unique. Ils ouvrent une brèche auprès des tribunaux de la Sécurité sociale. Brèche très étroite : les cas sont pris individuellement et les reconnaissances de maladie professionnelle parcimonieuses.

Le livre, ici, prend soin de conforter ce qu'à la suite de François Ewald, des travaux de sciences sociales et d'histoire ont mis en lumière. La loi de 1898 sur l'indemnisation forfaitaire des accidents du travail et celle de 1919 sur les maladies professionnelles ont installé le monde du travail dans un régime d'exception, que la création de la Sécurité sociale n'a pas mis en cause. La notion de responsabilité est effacée, ce qui tend à exonérer les employeurs des obligations de prévention ; la notion de cause unique qui la remplace est propre à exclure du champ de l'indemnisation les maladies à causes multiples et à gestations lentes, comme le sont les cancers. Le doute scientifique dessert ici les victimes, d'autant plus démunies qu'elles n'ont généralement pas imaginé la gravité des risques que leur ont fait courir les entreprises. Enfin, les facteurs extérieurs au travail (alcool, tabac) font écran, particulièrement dans le monde médical, à la prise en considération des facteurs cancérigènes propres au travail, selon une très ancienne logique imputant la mauvaise santé des travailleurs à leur mode de vie plutôt qu'à leurs conditions de travail.

La mobilisation des verriers et de leurs alliés experts sort de ce cadre et entreprend de mettre en cause la responsabilité des employeurs. Ce déplacement répond à une forme de révolte contre le caractère systématique de l'obstruction rencontrée. Une première plainte est déposée par un verrier pour avoir été mis en danger, ce qui déclenche une enquête de type pénal, prise en charge par la police judiciaire. Étrangers aux

codes du monde du travail et de la protection sociale, les enquêteurs s'étonnent de ce à quoi d'autres se sont accoutumés, qualifient les faits à l'aune des notions de délit ou de crime, cherchent des responsables. Les tactiques judiciaires des avocats donnent des résultats aléatoires, succès d'une procédure, échec d'une autre. Mais derrière les questions de culpabilité, c'est la responsabilité des entreprises, et des personnes qui les administrent, qui est l'objet explicite des procédures, des débats publics et des mobilisations collectives qui les accompagnent.

À côté de la mise au jour des différentes démarches entreprises par ces verriers au fur et à mesure de leur quête de justice, l'ouvrage est d'une grande richesse en ce qui concerne les représentations à l'œuvre chez les acteurs au long de la trajectoire de leur combat. Chez les verriers et leur entourage, il montre les configurations qui font obstacle à leur prise de conscience. Ces obstacles sont parfois reçus de l'idéologie courante, comme l'attribution des refus de reconnaissance ou de justice à de simples dysfonctionnements administratifs ou à des déviations individuelles d'expert, autrement dit au caractère localisé des obstacles rencontrés. Le livre montre aussi, finement, l'agencement de relations de genre dans le rapport au travail et à la condition ouvrière. Il présente comment la dignité masculine a durablement été constituée de consentements problématiques à des conditions de travail excessivement pénibles, par des hommes qui les acceptaient et des femmes qui voulaient leur manifester leur respect ; comment c'est au fond la question vitale qui est assez forte pour bousculer cet ordre ouvrier ; comment la revendication de justice est perturbée voire entravée par le caractère monnayable des perspectives de réparation.

Un autre apport de l'ouvrage tient à la mise en valeur des interférences entre savoirs populaires et savoirs savants engagés, qu'on pourrait élargir aux rapports entre représentations populaires et analyses savantes. Pascal Marichalar attribue le projet intellectuel qui sous-tend son livre à son principal informateur sur place, militant lettré et enquêteur tenace. Sans aucun doute, il dit là une part de vérité. Il montre aussi l'apport d'une production mêlée de connaissances, en donnant l'exemple d'une épidémiologie populaire établissant une première conviction qui appelle des recherches plus savantes. Il souligne l'audace qu'apportent les experts engagés à leurs côtés, dans l'émergence d'hypothèses nouvelles. Le livre illustre avec brio cette coproduction réfléchie et explicite de science sociale.